

Guerre au carbone : Monaco montre la voie

Hier à Monaco, les responsables du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) ont le sourire en annonçant le lancement, sous leur égide, d'un audacieux challenge. Pour ne plus participer au réchauffement de la planète, cinq petits États viennent de s'engager vers la « neutralité carbone ».

En clair, ils promettent de limiter fortement leurs émissions de CO2 et de traiter le reliquat.

Soit en le compensant par des réalisations « propres ». Soit en le piégeant à l'aide d'arbres ou de panneaux capables d'effectuer le même travail avec une efficacité accrue.

Chaque pays se fixe pour réussir un délai plus ou moins long.

L'Islande, dont l'électricité provient de centrales géothermiques et hydrauliques, table sur 2050.

La Nouvelle-Zélande évoque 2040.

La Norvège, qui perfectionne le piégeage et le stockage du carbone,

espère y parvenir en 2021 lorsqu'il fêtera ses 200ans d'indépendance. Monaco vise 2050, avec une réduction à cette date de 60 % de ses émissions nocives.

« La Principauté » rappelle son ministre de l'Écologie Robert Calagno « produit déjà 17 % d'énergie propre, grâce à soixante-quatre pompes à chaleur qui permettent notamment de chauffer ou de climatiser le Grimaldi Forum (siège de l'actuelle session des Nations unies) ».

L'initiative des cinq États, à laquelle se sont associées quatre villes (Arendal en Norvège, Rizhao en Chine, Vancouver au Canada et Vaxjo en Suède), mérite d'être saluée.

Pour autant, ira-t-elle à son terme ?

Faute de certification, et donc de contrôle de qualité, s'interroge un septique, saura-t-elle créer une dynamique ?

« Il ne s'agit pas d'atteindre la perfection » répond Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE, « mais de jouer le rôle de pion-